

**ROYAUME DU MAROC  
REGION FES- MEKNES**



**L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° :**

**78/RFM/2018**

**DU 20/12/2018 A 10H30MIN**

**RELATIF**

**A**

**ORGANISATION DU SALON REGIONAL DE L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE  
Région Fès- Meknès**

**REGLEMENT DE CONSULTATION DE L'APPEL D'OFFRES**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

## **Table des matières**

Table des matières .....	2
ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 02 : ATTRIBUTION DES LOTS : .....	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 05 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 06 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 07 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS .....	4
ARTICLE 08 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS .....	4
ARTICLE 09 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANTS LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES.....	5
ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE .....	6
ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE .....	8
ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS .....	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS.....	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS .....	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES .....	10
ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	13
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES. ....	13
ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE .....	14
ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES .....	14

## **ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **Organisation du salon régional de l'économie sociale et solidaire- Région Fès Meknès**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° n°2-12-349 précité. Toutes dispositions contraires au décret n° 2-12-349 précité sont nulles et non avenues. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

## **ARTICLE 02 : ATTRIBUTION DES LOTS :**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

## **ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **Le Conseil Régional de FES –MEKNES** représenté par Monsieur **le Président du conseil Régional de FES-MEKNES**.

## **ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret N° 2-12-349 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;

## **ARTICLE 05 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents et publiées sur le portail des marchés publics.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité, et ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret du 20 mars 2013. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum des 10 jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 3 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret du 20 mars 2013 doit être respecté.

## **ARTICLE 06 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau de service Marché au 1er étage des bureaux de l'annexe du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès, dès la parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévu à l'article 20 du décret 02-12-349 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma).

**NB :** dans un éventuel changement ou modification des pièces constitutives de l'appel d'offres notamment le bordereau des prix, consulter constamment le portail des marchés publics ou votre boîte e-mail.

## **ARTICLE 07 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS**

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis **au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès.**

Le maître d'ouvrage doit répondre aux demandes d'éclaircissements ou renseignements dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande. Ce délai est ramené à trois (3) jours si la demande intervient entre le 10ème et le 7ème jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et communiqué aux membres de la commission.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le Portail des marchés publics.

## **ARTICLE 08 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

**1-Seules peuvent participer au présent appel d'offres et être attributaires du marché les personnes physiques ou morales qui :**

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière.
- Sont affiliées à la caisse nationale de sécurité sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de cet organisme.

**2-Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :**

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcées dans les conditions fixées par l'art. 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013.
- **Les personnes physiques ou morales indiquées à l'article 68 de la loi organique n° 111-14 relative aux Régions;**
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la procédure de passation du marché objet du présent règlement de consultation.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

## **ARTICLE 09 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANTS LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013, les pièces à fournir par les concurrents sont :

### **1 - Un dossier Administratif comprenant :**

- ***Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :***

- a) La déclaration sur l'honneur en un seul exemplaire comprenant les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire
- c) Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'art 157 du décret 2-12-349 du 20-3-2013

- ***Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :***

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
  - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
    - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale
    - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'art 24 du décret précité.
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'Original délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière envers cet organisme.
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e) Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées

par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative, du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

## **2 - Un dossier Technique comprenant**

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privée ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations dans le domaine d'organisation des foires commerciales chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

**Les concurrents doivent présentés au moins deux (2) Attestations similaires dont le montant est supérieure ou égale à deux million cinq cents milles dirhams (2.500.000,00) dhs TTC ;**

### **Pour les organismes publics :**

Les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25-II du décret n° 2-12-349 précité :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
  - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
  - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale au quel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

## **ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE**

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations selon une procédure technique avantageuse. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

- a) Une note méthodologique signée à la dernière page décrivant la méthodologie qui sera adoptée pour la réalisation de l'organisation, la logistique et le plan de communication,

objet du présent appel d'offres, elle devra être détaillée au maximum et ne devra pas se limiter à reprendre les termes de référence. Cette méthodologie devra préciser la démarche à suivre, en précisant les points suivants :

- Un descriptif des besoins et une méthodologie d'exécution des prestations relatives au Salon Régional à savoir : le volet organisation et logistique et le volet plan de communication,
- Des maquettes 2D et 3D en couleurs sur papier et support numérique, dont le concurrent doit positionner les différentes composantes du salon en respectant les règles de l'art, et les normes de sécurité en vigueur.

La conception doit prendre en considération le positionnement, en respectant les superficies accordées à chaque composante, de :

- ✓ Espace institutionnel et média
  - ✓ Espace d'exposition (homogénéité des stands par type des produits exposés) en distinguant le pôle national et le type de produit et le pôle international (le maître d'ouvrage va inviter 2 coopératives étrangères) ainsi que le pôle dédié aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, le signalétique suspendu est une obligation non réversible
  - ✓ Espace d'animation
  - ✓ Deux stands (dalot) à l'extérieur du chapiteau pour la sécurité « l'un destiné aux agents de la sûreté nationale et l'autre pour la protection civile)
  - ✓ Espace de prière séparé (femme et homme)
  - ✓ Les sanitaires
  - ✓ Espace de restauration excentré vers l'arrière du chapiteau
  - ✓ Espace formation
  - ✓ Les sorties de secours
- La proposition du plan logistique et transport qui doivent obligatoirement porter sur la qualité de l'assistance technique : chaque concurrent doit obligatoirement représenter les moyens humains et matériels nécessaire pour assurer le bon déroulement de l'événement sous forme d'une note explicite, en décrivant en détails ces moyens ainsi que les performances liées au respect de l'environnement.

- b)** Une note descriptive de l'équipe affectée au projet y compris Cadre, technicien, ouvriers permanents et ouvriers occasionnels. Cette note doit obligatoirement comporte une liste des cv signés par le concurrent et la personne concernée pour les trois catégories de salariés cité ci-dessus.

Chaque concurrent **doit obligatoirement désigner le chef du projet**, au niveau de la note descriptive, qui va assurer par la suite le bon déroulement du projet et le rétablissement de toute anomalie suggérée par le maître d'ouvrage. Le concurrent va être évaluer selon l'expérience du chef de projet qui doit être obligatoirement justifiés par des attestations homologuées, dans le cas contraire une note de 0 sera accordé au concurrent dans la notation de ce critère.

Le chronogramme d'affectation des ressources humaines doit être bien détaillé en fonction des profils demandés.

- c)** Un planning bien détaillé contenant quatre axes principaux :

- Programme de la réalisation des prestations y compris le temps accordé au nettoyage avant montage, le montage, la finition des différentes composantes du salon, le démontage et remise en Etat propre le milieu d'implantation du projet.
- Le timing journalier de déroulement des différentes activités (animation, formation, transport des exposant de l'hôtel vers le salon ..... ) ainsi que les dispositifs d'assistance et de gouvernance du marché.
- Le menu de restauration bien détaillé et que le prestataire s'engagera de le réaliser après approbation du maitre d'ouvrage
- Le programme d'animation en spécifiant le groupe folklorique accordé à chaque jour de cette manifestation en soulignant le temps de commencement et de la fin de chaque groupe.
- Le programme détaillé du diner de Gala (menu + animation)

**d)** Une proposition se rapportant à la charte graphique d'événement et d'une piste créative du support de communication d'événement, y compris, Choix de la typographie, des modes de mise en page, L'élaboration des maquettes institutionnelles, Programme, Banderole, Flyers, Badges, Attestation de participation, dossier de presse, catalogue. Ainsi que des propositions concernant les supports de signalétique et d'orientation du SIT.

La proposition du plan de communication et le plan d'action : charte graphique de l'évènement et sa projection sur les Supports de communication, La proposition des éléments constitutifs de la conception et la réalisation des spots Radio et TV, ...,

Cette proposition doit faire objet à un Portfolio détaillant la conception et le design des documents de la communication conformément aux descriptifs techniques mentionnés dans le CPS du présent appel d'offres

#### **N.B**

**\*Le prestataire s'engagera de remettre au maitre d'ouvrage tous les fichiers sources qui a établi en relation avec le salon y compris photos, flyers, vidéos .....**

### **ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE**

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

**a)** L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché. Cet acte rempli est signé et cacheté par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché

**b)** Le bordereau des prix-détail estimatif, pièce du présent dossier d'appel d'offres complété quant aux prix unitaires et aux produits de ces prix unitaires par les quantités correspondantes, paraphé et cacheté à chaque page et signé en dernière page.

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

## **ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

### **1- CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- a. Le dossier administratif précité (Cf. article 10-1 ci-dessus) ;
- b. Le dossier technique précité (Cf. article 10-2 ci-dessus) ;
- c. L'offre technique (Cf. article 11 ci-dessus) ;
- d. L'offre financière (Cf. article 12 ci-dessus).

### **2- PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- ✓ Le nom et l'adresse du concurrent ;
- ✓ L'objet du marché ;
- ✓ La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- ✓ L'avertissement que le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

Ce pli contient **trois enveloppes** distinctes comprenant pour chacune :

#### a. LA PREMIERE ENVELOPPE

Cette enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales et le présent règlement de consultations signés et paraphés par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE » ;

#### b. LA DEUXIEME ENVELOPPE :

Cette enveloppe contient l'offre technique du soumissionnaire, cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, la mention « OFFRE TECHNIQUE ».

#### c. LA TROISIEME ENVELOPPE :

Cette enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « OFFRE FINANCIERE ».

## **ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, au bureau du Service des Marchés de la Région Fès – Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévue à l'article 19 du décret, Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur les plis remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

#### **ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité.

Les concurrents ayant retirés leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'Article 31 du décret précité.

#### **ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS**

La séance d'ouverture des plis se tient à la salle de réunion (3<sup>ème</sup> étage) des bureaux de l'**annexe** du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à **N° 7 Avenue OUBEIDA Ibn Jarah Fès**, le jour et l'heure précisés dans l'avis de l'appel d'offre.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38,39 et 40 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES**

Le marché sera attribué au candidat qui répondre au mieux aux conditions de la consultation et dans les règles de l'art. Les concurrents sont invités à joindre à leur offre technique toutes pièces permettant de mieux évaluer leurs compétences.

La procédure de jugement des offres s'établit comme suit :

- La première étape consiste à analyser les dossiers administratifs et techniques
- La deuxième consiste en l'ouverture et l'évaluation des offres techniques des concurrents ayant été retenus à l'issue de la première phase
- La troisième étape consiste en l'ouverture des offres financières des concurrents ayant été admis à l'issue de la deuxième phase

La procédure de jugement des offres techniques des concurrents s'établit successivement suivant les phases ci-après :

##### **Première phase : L'analyse des offres techniques**

L'examen des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques.

Une note (Nt) sur 100 sera attribuée à chaque prestataire et sera calculée selon les critères suivants :

##### **Critère 1 : Démarche méthodologique (Pièce "a" de l'offre technique) (Notée sur 40 points)**

Le critère C.1 examine l'adéquation de la méthodologie proposée par le concurrent et les termes de référence à travers l'appréciation de la compréhension du contexte et des tâches à réaliser, de la pertinence et le degré de développement de l'approche proposée pour l'ensemble des prestations. Ce critère sera ventilé selon les trois sous critères suivants :

► **C1.1 : La perception globale des actions objet de la prestation : (10 points)**

Offre répondant totalement ou dépasse les attentes et objectifs formulées dans le CPS	10 points
Offre répondant partiellement aux principes attentes et objectifs formulées dans le CPS	5 points
Offre inadaptée aux objectifs et attentes formulées dans le CPS	0 points

► **C1.2 : Les dispositions envisagées pour la conception et la gestion de l'espace (20 points)**

Les maquettes retracent les principales composantes du CPS et présentent un aspect vivace innovant et respectant les règles de l'art	20 points
Les maquettes présentent l'ensemble des composantes qui sont indiquées par le CPS	10 point
La disposition des composantes du salon est inadaptée aux objectifs et attentes formulées dans le CPS	0 points

► **C1.3 : logistique et assistance technique (10 points)**

<b>Bon</b> : Cohérence par rapport aux termes de référence du CPS et à la note méthodologique et présente des solutions innovantes aux imprévues	10 points
<b>Moyen</b> : cohérence par rapport aux termes de référence du CPS	5 points
<b>Faible</b> : incohérence par rapport aux termes de référence du CPS	0 points

**Critère 2 : qualité de l'équipe proposés (notée sur 30 points) :**

Le critère C.2 examine le niveau de qualification de l'équipe proposée pour l'exécution des différentes prestations prévues pour ce marché (Pièce "b" de l'offre technique). Elle portera sur le chef du projet et les autres membres de l'équipe.

**C2.1 : Qualité et compétence du Chef du projet : 10 points**

**C2.1.1 : Nature du diplôme (notée sur 6 points) :**

Ingénieur, Master ou équivalent dans les domaines de management ou Arts appliqués ou Beaux-arts ou Conception création (design..)	6
Licence ou équivalent	3

**C2.1.2 : Expérience du chef de projet en terme de prestations réalisées en matière dans le domaine économique et sociale et une expérience avérée dans le domaine de management d'événement**

- Un point par deux ans d'expérience (l'expérience doit être justifiée par des certificats légalisés). **(4 points max)**

► **C2.2 : Un cadre dans les domaines de communication et attache de presse : 10 points**

**C.2.2.1: Nature du diplôme (notée sur 06 points) :**

Master ou équivalent	6
Licence ou équivalent	3

**C.2.2.2 : Expérience du Cadre dans son rôle au sein de l'équipe, (Notée sur 04 points) :**

Plus ou égale à 5 ans	4
Inférieur à 5 ans	2

► **C2.3 : Un cadre dans les domaines de graphisme, de publicité et conception artistique : (10 points)**

**C.2.3.1: Nature du diplôme (notée sur 06points) :**

Master ou équivalent	6
Licence ou équivalent	3

**C.2.2.2 : Expérience du Cadre dans son rôle au sein de l'équipe (Notée sur 04 points) :**

Plus ou égale à 5 ans	4
Inférieur ou égale à 5 ans	2

**C.3 : critère 3 : planning de travail (notée sur 10 points) :**

Le planning d'exécution des différentes prestations doit retracer les objectifs principaux du CPS, et il doit répondre favorablement et dans les meilleures conditions aux exigences de ce marché. La notation relative à ce critère sera réalisée comme suit :

<b><u>Bon</u> : Cohérence par rapport aux termes de référence du CPS et à la note méthodologique et présente des solutions innovantes aux imprévues</b>	<b>10 points</b>
<b><u>Moyen</u>: cohérence par rapport aux termes de référence du CPS</b>	<b>5 points</b>
<b><u>Faible</u>: incohérence par rapport aux termes de référence du CPS</b>	<b>0 points</b>

**C.4 : critère 4 : Qualité de la charte graphique (notée sur 20 points) :**

La conception et la réalisation du logotype, des documents de communication, le choix des couleurs, et la qualité de la visuelle sont les fondements de la réussite de la publicité pour cet événement, dans ce cadre, ce critère sera évalué comme suit :

<b>Bonne</b> : la charte graphique traduit une identité moderne et dynamique, elle met en valeur l'évolution du concept de l'économie sociale et solidaire. Les documents publicitaires présentent une certaine attractivité, vivacité et répondent favorablement aux attentes du grand public et des participants. La charte graphique préserve les valeurs historiques des produits exposés et du concept général du salon	<b>20 points</b>
<b>Moyen</b> : cohérence avec la thématique de l'événement	<b>10 points</b>
<b>Faible</b> : incohérence avec les objectifs de l'économie sociale et solidaire	<b>0 points</b>

La note (Nt) de l'offre technique de chaque concurrent est :

$$Nt = C.1.1 + C.1.2 + C.1.3 + C.2.1 + C.2.2 + C.2.3 + C3 + C4$$

**N.B :**

- **Tout concurrent dont la note Nt est strictement inférieure à 70/100 sera considéré ne remplissant pas les conditions requises pour réaliser ce marché et sera écarté.**
- **Les profils non justifiés par des diplômes légalisés au niveau de l'équipe ne seront pas pris en considération**

### **L'appréciation de l'offre financière**

Conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du décret n° 2.12.349 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et de l'offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la moins disante.

### **ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

### **ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de Soixante Quinze Jours (75 jours) à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce

délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

Conformément aux dispositions de l'article 155 du Règlement des Marchés précité, une préférence est accordée aux offres présentées par des concurrents nationaux.

Les montants des offres présentées par les concurrents étrangers seront majorés par un pourcentage de 15 %.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 14 ci-dessus, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

#### **ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES**

Les offres établies et présentées par les fournisseurs concurrents, ainsi que tous les documents correspondances, et pièces qu'elles sont appelées à présenter sont rédigées en langue française qui constitue la langue de travail acceptée.

**L'ordonnateur**

**signature du concurrent**  
**« Lu et accepté »**



**23 NOV 2018**